

Toute l'actualité en droit des étrangers à destination des partenaires de l'insertion professionnelle

Actualité juridique de novembre 2025

L'examen civique en fin de parcours d'intégration républicaine

Le Contrat d'Intégration Républicaine (CIR) est un dispositif mis en place par la France pour accompagner les personnes étrangères primo-arrivantes dans leur parcours d'intégration. Il s'agit d'un contrat signé entre l'État et l'étranger·ère ayant vocation à s'installer durablement en France. La signature du CIR, ainsi que la participation aux formations prescrites dans le cadre de ce contrat, sont nécessaires à l'obtention d'un certain nombre de cartes de séjour pluriannuelles et de cartes de résident.

La loi du 26 janvier 2024 a ajouté une condition à l'obtention des cartes de séjour pluriannuelles et de résident : le passage et la réussite d'un examen civique en fin de formation. Un arrêté du 10 octobre 2025 est venu préciser le programme, les épreuves et les modalités d'organisation de l'examen civique instauré par cette loi.

* Contexte législatif et réglementaire

La loi du 26 janvier 2024 a modifié le contenu du parcours personnalisé d'intégration républicaine, obligatoire (sauf exceptions), pour tout·e étranger·ère admis·e pour la première fois au séjour en France et ayant vocation à s'y installer durablement.

Ce texte a notamment introduit la création d'un examen civique, dont la réussite, à compter du 1er janvier 2026, sera nécessaire pour la délivrance d'une carte de séjour pluriannuelle ou d'une carte de résident. Les candidat·e·s à la naturalisation française devront également réussir cet examen.

Le décret du 15 juillet 2025 est venu compléter la partie réglementaire du CESEDA, précisant que l'examen prendrait la forme d'un questionnaire à choix multiples :

Ce décret a ensuite été complété :

- par un arrêté du 22 juillet 2025 relatif au contenu des formations civique et linguistique (NOR : INTV2520400A) ;
- puis par un arrêté du 20 août 2025 fixant la procédure d'agrément des organismes chargés de la mise en œuvre de l'examen et les modalités d'organisation des épreuves (NOR : INTV2523356A).

* Le programme et le déroulement de l'examen civique

L'épreuve se présente sous la forme d'un QCM en langue française comportant 40 questions : certaines évaluent les connaissances, d'autres mettent les candidats en situation concrète.

Chaque candidat.e répond à un nombre équivalent de questions pour chacune des cinq thématiques suivantes :

- Principes et valeurs de la République (11 questions) ;
- Système institutionnel et politique (6 questions) ;
- Droits et devoirs (11 questions) ;
- Histoire, géographie et culture (8 questions) ;
- Vivre dans la société française (4 questions).

Chaque bonne réponse vaut 1 point ; une mauvaise réponse ou une absence de réponse vaut 0 point. Le seuil de réussite est fixé à 80 % de bonnes réponses (soit 32 bonnes réponses sur 40).

L'examen se déroulera sur support numérique et durera 45 minutes maximum. Des aménagements de durée peuvent être accordés aux candidat.e.s présentant un handicap ou un état de santé incompatible avec ce délai, sur justification médicale.

Plusieurs zones d'ombre subsistent toujours à la lecture de cet arrêté :

- le niveau de connaissance sera-t-il adapté en fonction de l'objectif poursuivi (obtention d'une carte pluriannuelle, de résident ou une naturalisation) ?
- le niveau de français des questions posées sera-t-il également adapté ? Pour rappel, la personne souhaitant obtenir une carte de séjour pluriannuelle devra justifier d'un niveau A2, B1 pour une carte de résident et B2 pour la naturalisation française.

Dans son arrêté, le Ministre de l'Intérieur précise que "Les questions de connaissances sont rendues publiques sur le site internet du ministère chargé des naturalisations, de l'accueil et de l'intégration des étranger". A ce jour, aucun exemple de questions n'a été mis à disposition sur le site internet susmentionné.

* Contenus : textes, thématiques, notions et principes

• PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Devises et symboles de la République

TEXTES



Constitution
(1958) :
Article 1er, 2
et 3

NOTIONS



unité • indivisibilité •
laïcité • démocratie •
souveraineté nationale •
référendum • liberté
(individuelle et collective)
• égalité • fraternité •
discrimination

SYMBOLES



drapeau tricolore •
hymne national •
devise • Marianne
• fête nationale •
coq

FLASHEZ
MOI!

3 TEXTES
DES MOTS ?



LES
TEXTES



Laïcité

TEXTES

- Loi de 1905
- Charte de la laïcité à l'école
- Charte de la laïcité dans les services publics

NOTIONS



liberté de conscience
(droit au blasphème,
interdiction du prosélytisme abusif) •
neutralité (laïcité au travail : public et privé)

“ —

« La laïcité n'est pas la négation des religions, elle organise les relations entre l'État et les religions »



• LE SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

Démocratie et droit de vote



Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : Art. 16



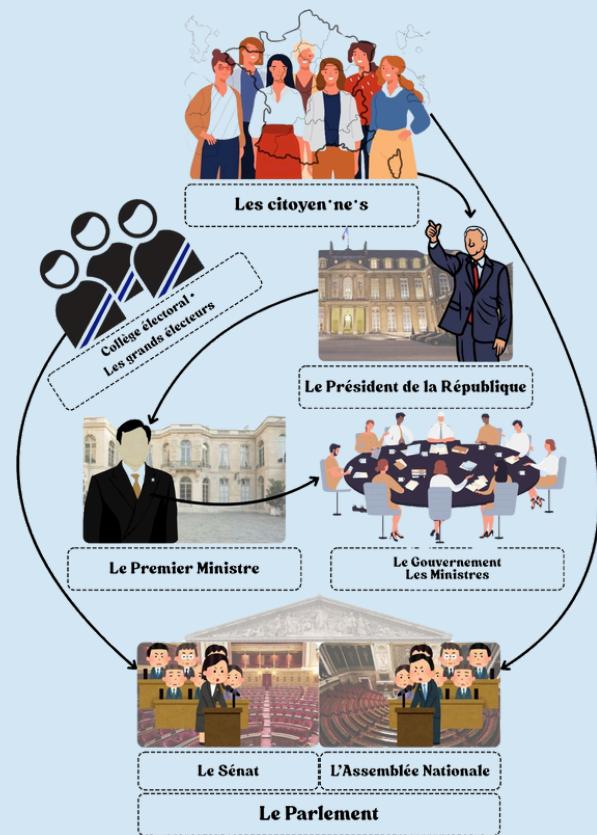
État de droit • les 3 pouvoirs • la séparation des pouvoirs • droit de vote • pluralité des partis (démocratie)

FLASHEZ MOI!

LA POLITIQUE ET VOUS
VRAI OU FAUX?



découpage administratif français (niveaux de collectivités locales et leurs missions) • institutions politiques de la Vème République • rôles et acteurs politiques (local et national) • différents types d'élections • durée des mandats



Union Européenne



étapes historiques de la création de l'UE • nombre de pays membres • drapeau et hymne de l'UE • institutions européennes • conditions de vote et éligibilité des étrangers européens



citoyenneté européenne • libre circulation • circulation économique

• DROITS ET DEVOIRS



Droits fondamentaux

TEXTES

Constitution •
DDHC •
Charte de
l'environnement

NOTIONS



droits et libertés individuelles (liberté de circulation, liberté du mariage et du divorce, liberté d'opinion -de conscience et d'expression- et liberté de croyances) • droits sociaux et économiques (« conditions de vie dignes et équitables ») • droits fondamentaux (dignité humaine, intégrité physique et psychologique, citoyenneté, État de Droit, démocratie et respect des droits de l'Homme)



Obligations et devoirs des personnes résidant en France

NOTIONS



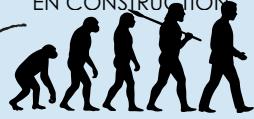
libertés (« encadrées par la loi et limitées [...] par les libertés des autres [...] par la défense de l'ordre public ») • salubrité (« qui ne présente pas de danger pour l'hygiène, la santé et l'environnement ») • dignité humaine • respect des lois et conséquences de leur non-respect • attitude citoyenne • collectivité nationale • bien collectif

• HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

Principales périodes et personnages historiques



FRISE CHRONOLOGIE
EN CONSTRUCTION



principales périodes historiques depuis
la chute de la monarchie à nos jours
(Révolution, Empire, Empire colonial,
III^e République, 1^{ère} et 2^{nde} Guerres
Mondiales, ONU, CEE, Ve République,
...) • principaux personnages
historiques français

Territoires et géographie



CARTE EN
CONSTRUCTION



fleuves • massifs montagneux • 10
principales métropoles françaises •
principaux ports • 6 régions les plus
peuplées • 5 DROM • territoires ultramarins
• pays frontaliers • mers et océans • 68
millions d'habitants (2025) • démographie
urbaine et rurale • tourisme en France •
situation géo-économique



monuments historiques • lieux emblématiques • artistes et auteur·ice·s français·es • gastronomie française • fêtes et traditions • rayonnement de la langue (OIF - 321 millions de francophones - 5e langue mondiale)

• VIVRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

S'installer et résider en France



procédures de demande de renouvellement du titre de séjour • procédures de déclaration ou de demande de naturalisation • déclaration de naissance, de mariage, de divorce, de décès • accès aux prestations familiales et sociales • logement (recherche - acteurs)



assurance responsabilité civile • permis de conduire (échange) • impôts • déclaration des revenus • obligation de changement d'adresse • principe d'assimilation



L'accès aux soins



offres de soin (lieux - acteurs) • prise en charge • obligations vaccinales • numéros d'urgence • libre choix de praticien (droits et devoirs) • confidentialité (secret médical) • droit à l'information



RESSOURCES EN CONSTRUCTION



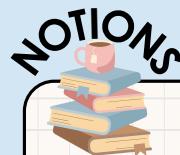
durée • congés • contrats • sécurité •
règlement • droit syndical • droits
associés (à la formation - à
l'équivalence de diplôme - à la
formation linguistique) • recherche
d'emplois (acteurs et lieux) •
l'entrepreneuriat



Autorité parentale et système éducatif

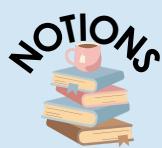


droits et devoirs des parents
d'enfants mineurs • durée
instruction obligatoire •
organisation du système
scolaire



autorité parentale •
intégrité physique et
morale • obligation de
scolarité • interdiction
de contestation des
enseignements •
accompagnement à la
scolarité

SCANNEZ CE QR CODE
POUR AVOIR ACCÈS À
QUELQUES RESSOURCES :



La permanence téléphonique info-droits-migrants à destination des employeurs, intermédiaires de l'emploi et professionnels de l'insertion professionnelle au droit des étrangers de la région AURA



Formations en droit des étrangers : catalogue 2025

Plusieurs sessions de formations sur inscriptions individuelles sont organisées en 2025 sur plusieurs thématiques du droit des étrangers : sensibilisation au droit des étrangers, le droit au travail des ressortissants étrangers, l'impact de la réforme de l'immigration, la demande d'asile et la réunification familiale.

A Grenoble, il reste de la place sur les sessions suivantes (organisées dans nos locaux, 96 Rue de Stalingrad) :

- Mardi 16 et jeudi 18 décembre, « La procédure de demande d'asile »

Pour plus d'informations, ou si vous êtes intéressé·e pour l'organisation d'une formation en intra-organisme, n'hésitez pas à contacter Kadiatou Lasjaunias :
 kadiatou.lasjaunias@adate.org / 07 49 87 24 35 - 04 58 17 65 04
Les lundis, mardis et jeudis - de 9h à 16h

Le pôle ressources, accès au droit et insertion de l'ADATE



Cofinancé par
l'Union européenne



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES

Liberté
Égalité
Fraternité